

vacance de poste

Intitulé publication: Spécialiste principal de la réforme du secteur de la sécurité, D1
Intitulé code d'emploi: PRINCIPAL SECURITY SECTOR REFORM OFFICER
Département / Bureau: Field Missions
Lieu d'affectation: Field Locations
Période de candidature: 07 mars 2018 - 07 avril 2018
N° de l'appel à candidature: 18-Security Institutions-FMADFS-94297-P- (M)
Staffing Exercise N/A

Valeurs fondamentales de l'ONU: intégrité, professionnalisme, respect de la diversité

[Postuler](#)

Cadre organisationnel

Ces postes sont à pourvoir dans les opérations de paix des Nations Unies. Le titulaire fait rapport au Directeur de la réforme du secteur de la sécurité, ou, le cas échéant, au Représentant spécial du Secrétaire général ou à l'adjoint principal de ce dernier. Ces postes visent principalement à fournir des avis stratégiques en appui aux initiatives mises sur pied par les pays en matière de réforme du secteur de la sécurité, ainsi qu'à assurer la direction et la gestion générales d'une capacité de réforme du secteur de la sécurité, y compris de son programme, de son personnel et de ses ressources budgétaires. (*La classe réelle des postes varie en fonction de l'envergure, de l'étendue et de la complexité du programme et de ses opérations.

Responsabilités

Dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués, le titulaire s'acquittera des fonctions ci-après (Il s'agit de fonctions générales que tous les spécialistes principaux de la réforme du secteur de la sécurité ne seront pas nécessairement appelés à assumer.) :

- Fournir des avis stratégiques et techniques aux parties prenantes nationales, à la mission et aux responsables de l'équipe de pays des Nations Unies sur les questions relatives à l'ensemble du secteur de la sécurité, en mettant particulièrement l'accent sur la surveillance, la gestion et la coordination civiles.
- Aider le Représentant spécial du Secrétaire général à élaborer, définir et promouvoir la stratégie, la politique et les propositions de la mission concernant l'appui aux initiatives de réforme du secteur de la sécurité mises en œuvre au niveau national.
- Chercher des solutions pertinentes afin de satisfaire aux exigences du pays hôte en matière de réforme du secteur de la sécurité ; améliorer les cadres existants et proposer de nouvelles options adaptées aux besoins des pays hôtes.
- Conseiller les responsables de la gestion de la mission sur la politique générale en matière de réforme du secteur de la sécurité, ainsi que sur la planification, la conception, la mise en œuvre, l'analyse et l'évaluation stratégiques des plans et programmes en matière de réforme du secteur de la sécurité ; aider à hiérarchiser les priorités et à attribuer des ressources.
- Faire office de coordonnateur de la mission en matière de réforme du secteur de la sécurité, et représenter la mission auprès de responsables du gouvernement, de partenaires bilatéraux et multilatéraux et d'autres entités dans cette région ; siéger aux comités pertinents selon que de besoin.
- Appuyer les initiatives mises en œuvre sur le plan national en vue de la mobilisation et la coordination d'une assistance internationale aux initiatives du secteur de la sécurité.
- Diriger la fourniture d'un appui cohérent de l'initiative Unité d'action des Nations Unies aux initiatives de réforme du secteur de la sécurité mises en place au niveau national, avec tous les interlocuteurs pertinents de la mission et de l'équipe de pays des Nations Unies, y compris coordonner l'assistance à l'équipe de pays des Nations Unies de la mission. À cet égard, organiser et présider des réunions mensuelles du Groupe de travail de l'équipe de pays des

Nations Unies de la mission sur la réforme du secteur de la sécurité.

- Superviser les produits de l'équipe afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux normes de qualité élevées de l'ONU, et que les rapports sont clairs, objectifs, fondés sur des données exhaustives, produits dans les délais impartis et conformes aux mandats pertinents.
- Représenter la capacité de réforme du secteur de la sécurité et participer à des réunions aux niveaux international, régional ou national ; fournir des compétences techniques et programmatiques sur certaines questions, ou animer des débats organisationnels, programmatiques et de fond avec d'autres institutions.
- Diriger et superviser l'organisation des réunions, séminaires, et autres événements consacrés aux questions de fond ; gérer la préparation et l'organisation de fond de ces événements.
- Assurer la direction et la gestion générales d'une capacité de réforme du secteur de la sécurité ; définir et élaborer le programme de travail, et en diriger la mise en œuvre ; superviser les activités prévues, en assurer une coordination appropriée et une intégration adéquate au mandat général de la mission et à toutes ses composantes (en particulier la composante affaires politiques et justice et la composante état de droit, mais aussi la composante communications et information, affaires juridiques, politiques et planification, désarmement, démobilisation et réintégration, humanitaire, droits de l'homme, police civile et la composante militaire), ainsi qu'aux autres organisations des Nations Unies et aux partenaires internationaux et nationaux selon que de besoin.
- Entreprendre ou superviser les tâches administratives et de programmation dans le cadre du fonctionnement de la capacité, notamment l'établissement de rapports sur l'exécution du budget et sur les résultats du programme, l'appréciation du comportement professionnel des fonctionnaires (Système d'évaluation et de notation des fonctionnaires), les entretiens avec les candidats aux postes vacants et l'évaluation des candidats, et apporter sa contribution à l'établissement d'un budget axé sur les résultats.
- Recruter le personnel tout en mettant en œuvre tous les efforts en vue d'une répartition géographique équitable et d'un équilibre des effectifs masculins et féminins.
- Gérer, encadrer et former le personnel placé sous sa responsabilité, et en assurer le perfectionnement.
- Encourager l'esprit d'équipe et la communication au sein de l'équipe et au-delà des frontières organisationnelles.
- En coordination avec les partenaires nationaux et internationaux de la mission et de l'équipe de pays des Nations Unies, diriger l'établissement de rapports d'activités réguliers sur l'appui des Nations Unies au secteur de la sécurité, à soumettre aux principaux dirigeants de la mission pour examen.
- Faire rapport sur l'exécution du budget et du programme et sur d'autres questions de fond, en particulier celles qui figurent dans les rapports semestriels ou annuels.
- Préparer des contributions de fond aux notes d'orientation et aux rapports relatifs à la réforme du secteur de la sécurité, à soumettre aux institutions pertinentes.
- Répondre aux demandes et aux exigences en matière d'établissement de rapports formulées par le Groupe de la réforme du secteur de la sécurité, le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, et le Département des opérations de maintien de la paix.
- S'acquitter de toutes autres tâches qui pourraient lui être confiées.

Compétences

- Professionnalisme : Compréhension du contexte politique, social et économique, ainsi que de son impact sur la mise en œuvre du mandat d'une mission. Bonne connaissance de la réforme du secteur de la sécurité ou de la défense (concepts, terminologie, travaux de recherche et documentation à caractère général), notamment des questions spécifiques au secteur de la sécurité, particulièrement axées sur le contrôle, la gestion et la coordination civiles. Maîtrise intellectuelle démontrée, capacité d'analyse conceptuelle et stratégique, et aptitude à analyser et évaluer de manière approfondie les aspects critiques de questions et problèmes divers dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité, en particulier les questions relatives à l'ensemble du secteur. Créativité et esprit d'innovation, aptitude à apprécier de soi-même, et sens de la discrétion lors de la formulation d'avis et de solutions à des problèmes ou des questions politiques, opérationnelles ou autres. Aptitude à produire des

rapports sur des questions techniques et à réviser et éditer le travail des autres. Aptitude à travailler dans des circonstances extrêmement contraignantes, parfois dans un cadre très stressant (troubles civils, catastrophes naturelles, situations de misère), agir pour des motifs professionnels plutôt que personnels ; persévérer face aux obstacles et aux difficultés ; garder son calme dans les situations de crise. Volonté de réaliser l'égalité des sexes en veillant à ce que les femmes et les hommes participent de manière égale à tous les aspects du travail et y soient pleinement associés.

- Aptitude à planifier et à organiser : Définir clairement des buts compatibles avec les stratégies convenues ; hiérarchiser les activités et tâches prioritaires ; modifier les priorités en fonction des besoins ; prévoir suffisamment de temps et de ressources pour mener sa tâche à bien ; tenir compte des risques et des imprévus dans la planification ; suivre l'exécution des plans et les modifier s'il y a lieu ; tirer le meilleur parti du temps dont on dispose.

- Aptitude à la communication : S'exprimer clairement et efficacement tant oralement que par écrit ; écouter les autres, bien les comprendre et donner suite comme il convient ; poser les questions voulues afin d'obtenir des éclaircissements et faciliter le dialogue ; adapter le langage, le ton, le style et la présentation au public auquel on s'adresse ; partager l'information avec tous ceux qu'elle intéresse et tenir chacun au courant.

- Qualités de chef : Servir de modèle à son entourage ; armer chacun des membres de son équipe des atouts nécessaires pour atteindre les objectifs visés ; s'employer avec dynamisme à mettre au point les stratégies opérationnelles requises ; établir et entretenir des relations très diverses afin de comprendre les besoins et de s'assurer des appuis ; prévoir les conflits et s'efforcer de les résoudre à l'amiable ; s'investir dans le changement et le progrès ; ne pas se cantonner dans le statu quo ; avoir le courage de prendre des positions impopulaires. Fournir des directives et prendre la responsabilité de transversaliser la problématique hommes-femmes et d'assurer l'égalité de participation des hommes et des femmes dans toutes les activités ; faire la preuve d'une bonne connaissance des stratégies visant à équilibrer les effectifs masculins et féminins et manifester la volonté d'atteindre cet objectif.

- Suivi du comportement professionnel : Déléguer les pouvoirs, l'autorité et la compétence requis à ses subordonnés ; veiller à ce que les rôles, les responsabilités et la chaîne hiérarchique soient clairs pour tous ; estimer avec précision le temps et les ressources nécessaires pour accomplir une tâche et tirer le meilleur parti des compétences ; suivre l'avancement du travail au regard des échéances ; s'entretenir régulièrement avec ses subordonnés des résultats qu'ils obtiennent, leur faire savoir comment leur apport est perçu et leur donner les conseils nécessaires ; encourager le risque et soutenir la créativité et l'initiative ; appuyer activement les aspirations professionnelles de ses collaborateurs ; faire preuve de justice dans la notation.

Formation

Diplôme universitaire du niveau de la maîtrise dans le domaine de l'administration des entreprises et de la gestion, de l'administration publique, de la gestion du secteur de la sécurité, des relations internationales ou dans toute autre discipline apparentée est exigée. À défaut, un diplôme universitaire de premier cycle assorti de deux années supplémentaires d'expérience pertinente peut être considéré comme un équivalent acceptable.

Expérience professionnelle

Au moins quinze années d'expérience professionnelle, à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés, dans la réforme du secteur de la sécurité à l'échelle d'un secteur, la coordination de la sécurité nationale et internationale, le développement institutionnel, la gestion de programmes ou dans tout autre domaine connexe est exigée. Une expérience dans l'organisation et gestion d'équipes multidisciplinaires sur la réforme du secteur de la sécurité est exigée. Une expérience dans le développement et la mise en œuvre de programmes et projets en matière de réforme du secteur de la sécurité à l'échelle d'un secteur est exigée. Une expérience de haut niveau à des fonctions de consultation et de coordination dans les domaines de la sécurité nationale ou de la réforme du secteur de la sécurité est exigée.

Connaissances linguistiques

L'anglais et le français sont les langues de travail du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Pour le poste faisant l'objet du présent avis, la maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit est requise. Une connaissance du français est fortement souhaitable.

Méthode d'évaluation

L'évaluation des candidats qualifiés pourrait inclure un exercice d'évaluation, pouvant être suivi d'un entretien d'appréciation des compétences.

Notice spéciale

Le Département de l'appui aux missions des Nations Unies tient à jour des fichiers de candidats qualifiés et disponibles pour des postes à pourvoir au sein des opérations de maintien de la paix, de missions politiques spéciales et d'autres opérations sur le terrain. Le but de cette vacance de poste est d'obtenir plus de candidatures féminines qui viendraient s'ajouter à la liste mixte déjà existante, de candidats qualifiés pour inclusion dans le fichier Spécialiste Principale de la réforme du secteur de la sécurité, D-1. Cet avis de vacance spéciale est publié pour pallier l'absence de parité entre hommes et femmes dans les fichiers de candidats préapprouvés, et ainsi promouvoir la réalisation de la Stratégie de parité au sein du système des Nations Unies, lancée en 2017 (https://iseek-newyork.un.org/system/files/17-00102b_gender_strategy_report_13_sept_2017.pdf). Cette stratégie fixe des objectifs annuels de parité pour des différentes opérations de paix de l'ONU, et fixe pour l'atteindre une date limite par niveau pour le personnel civil recruté sur le plan international au sein des entités du système des Nations Unies d'ici 2028. Veuillez noter que ce fichier est établi pour un profil spécifique des candidates, à la demande des opérations de paix de l'ONU. Ces postes sont situés dans des zones de conflit et post-conflits, généralement classifiés comme étant des lieux d'affectation sans familles et/ou difficiles. De ce fait, les candidates qui seraient éventuellement sélectionnées pour un poste, ne pourront pas installer des membres de leur famille avec elles. Ceci dit, l'Organisation des Nations Unies offre un ensemble de salaires compétitifs ainsi que des avantages et droits spécifiques pour aider le personnel déployé dans les lieux d'affectation déconseillés aux familles, afin de concilier les obligations professionnelles et personnelles. Pour plus d'informations concernant le barème des traitements, les droits et les avantages des Nations Unies dans les zones difficiles, rendez-vous http://unjmet.net/ohrm_main/index.php. Une liste mise à jour des opérations de paix de l'ONU et des informations supplémentaires du travail sur le terrain peuvent être consultées sur <http://www.un.org/en/peacekeeping/about/dfs/> and <http://www.un.org/undpa/en/in-the-field/overview>.

Toutes les candidates seront notifiées par écrit de la suite donnée à leurs candidatures (qu'elles soient positives ou pas / avec ou sans succès) dans les 14 jours suivant la fin du processus. Les candidates retenues seront placées sur la liste, et seront par la suite invitées à postuler aux postes vacants des missions sur le terrain ouverts uniquement pour les membres de ladite liste. L'inscription à la liste ne garantit pas la sélection.

Charte des Nations Unies

Aucune restriction ne sera imposée par l'Organisation à l'accès des hommes et des femmes, dans des conditions égales, à toutes les fonctions, dans ses organes principaux et subsidiaires. (Charte des Nations Unies - Chapitre III, Article 8). Le Secrétariat des Nations Unies est un espace non-fumeurs.

Aucun frais de dossier

L'ONU NE PERÇOIT DE FRAIS À AUCUN STADE DU RECRUTEMENT (DÉPÔT OU TRAITEMENT DE LA CANDIDATURE, ENTRETIEN, FORMATION, ETC.), ET ELLE NE DEMANDE AUCUNE INFORMATION BANCAIRE.